

En outre, nous voulons nous assurer que les matières premières du pays sont toutes utilisées au Canada, au lieu d'être transformées aux États-Unis. Nous voulons conserver les emplois en question. Nous souhaitons que le zinc, extrait du sol dans le nord de l'Ontario ou au Yukon, serve à la production d'alliage de zinc au Canada. Nous désirons que le cuivre serve, pour sa part, à la production de fils de cuivre, de câbles haute-tension au Canada plutôt qu'à l'étranger, afin d'éviter que les emplois ne disparaissent avec nos ressources. Nous voulons également établir au Canada les fondements d'une infrastructure industrielle solide.

J'ai signalé que le secteur de la machinerie était l'un des fondements en question. L'industrie chimique est un autre secteur auquel on doit accorder beaucoup plus d'attention que ne le fait le gouvernement. C'est en se servant de ces fondements et en les étayant, que nous pourrions parvenir au plein emploi qui est si essentiel à l'avenir de notre pays. Comme le député qui m'a précédé l'a signalé, notre système d'adaptation de l'industrie est peut-être le pire au monde, en ce qui a trait aux programmes d'adaptation offerts aux travailleurs frappés par les nouvelles réalités commerciales découlant des mesures prises par le gouvernement. Il n'y a tout simplement aucune indemnisation.

• (1300)

De plus, très peu a été fait pour la planification de l'adaptation en prévision du libre-échange. Tout ce qui nous reste à faire, c'est de contempler les innombrables mesures d'adaptation industrielle originales et pratiques mises de l'avant en Europe et que le gouvernement pourrait reprendre ici. Mais non, il laisse aller les choses et jouer les lois du marché.

De notre côté, nous croyons qu'il faudrait réglementer les fermetures d'usines. Il est inacceptable qu'une société américaine décide d'arrêter la production d'une usine de Toronto pour augmenter celle d'une usine américaine à cause du libre-échange et s'en tire sans pénalité. C'est ce qui s'est produit dans le cas d'Inglis et dans le cas de Gillette. C'est ce qui est en train de se produire dans le cas de Northern Telecom. Cela ne devrait pas être possible dans un pays humain, un pays qui s'est doté de lois du travail sensées.

Industrie, Sciences et Technologie

[Français]

Je tiens à dire à ce gouvernement qu'il est nécessaire de changer ces règlements traitant du problème de fermeture d'usines dans tout le pays.

C'est aussi très important, monsieur le Président, d'avoir le contrôle, ici au Canada, de notre économie.

[Traduction]

Le gouvernement a simplement décidé de laisser des secteurs-clés de l'économie canadienne échapper l'un après l'autre à notre contrôle. Mitel est maintenant contrôlé par une société britannique, en dépit des sommes astronomiques que le gouvernement a investies pour faire démarrer cette entreprise. J'ai déjà parlé de Stone Containers qui a fait l'acquisition de la Consolidated Bathurst. Les Laboratoires Connaught faisaient partie de l'histoire technologique canadienne, mais nous avons perdu le contrôle de cette entreprise qui aurait pu produire des emplois ici dans l'avenir. C'est impardonnable.

Lorsqu'il s'agit des acquisitions par des étrangers, Investissement Canada, dont le ministre est responsable, n'est qu'une agence bidon qui approuve tout sans distinctions aucunes. Que je sache, depuis sa création, Investissement Canada n'a pas rejeté une seule prise de contrôle. Comment peut-on prendre au sérieux un système d'examen des investissements où l'on n'a pas permis de contester une seule acquisition d'entreprise canadienne parmi des milliers en invoquant l'intérêt national? Il s'agit vraiment d'une agence bidon.

Nous devons aussi appuyer sérieusement les petites entreprises. J'adresse ces remarques directement au ministre d'État chargé des Petites entreprises (M. Hockin) qui est maintenant en mesure de poser des gestes concrets dans ce ministère et de s'assurer que celui-ci aide vraiment les petites entreprises au pays. Le critique de notre parti en matière de petites entreprises en parlera plus en détail. Néanmoins, je veux que le ministre prenne cette tâche au sérieux. Dans ma circonscription, qui compte beaucoup de petites entreprises, je constate que le gouvernement ne leur offre pas l'aide et l'appui qui leur sont essentiels.

Nous devons aussi examiner les entreprises publiques avec des yeux nouveaux au Canada. Le gouvernement rejette systématiquement comme une chose anormale tout ce qui a l'air un peu socialiste, même si on trouve dans de nombreux pays des entreprises publiques qui sont efficaces, rentables et humaines et qui font un excellent travail pour les citoyens. Au Canada, nous bâtissons de